



SYNTHÈSE des 4^{èmes} rencontres nationales des SCOT

Le SCOT peut-il (aussi) sauver
mon morceau de planète ?

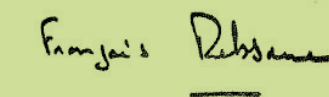


Rencontres du 19/20 septembre 2007 - CONGREXPO à Dijon

Les 4^{èmes} Rencontres Nationales des SCOT qui ont eu lieu les 19 et 20 septembre derniers à Dijon, ont réuni un peu **plus de 300 personnes d'horizons certes différents** (élus, experts, fonctionnaires territoriaux, agents de l'Etat, professionnels de l'aménagement, etc) mais toutes oeuvrant pour **une mise en cohérence de nos politiques d'aménagement plus responsables et plus solidaires**.

Ces journées nationales ont été un temps fort d'échanges et d'écoute entre nos territoires confrontés aux difficiles questions d'aménagement, qu'ils soient urbains ou ruraux. Elles ont pu démontrer l'importance des démarches SCOT dans l'aménagement et l'évolution de nos bassins de vie. **Le SCOT est incontestablement l'outil privilégié et adapté pour répondre aux enjeux de nos territoires, aux enjeux de développement durable et aux attentes des habitants**.

Un intérêt partagé par tous, des interventions de qualité, des débats riches d'enseignement, cette 4^{ème} édition a été une grande réussite, les messages de félicitations que nous avons reçus en témoignent et je ne peux que vous en remercier.



François REBSAMEN
Président du Syndicat
mixte du SCOT du Dijonnais
et Maire de Dijon

Le 19 septembre matin

8h45 ● Accueil autour d'un café.

9h15 ● **Discours d'ouverture** par **François REBSAMEN**, Président du Syndicat mixte du SCOT du Dijonnais, Président du Grand Dijon, Maire de Dijon.

9h30 ● **TERRITOIRES, LES NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS CITOYENNES**

Interview filmée d'une personnalité sur la place du développement durable dans notre société.

9h40 ● Une table ronde réunira trois grands témoins des transformations de notre société : un sociologue, un spécialiste des études et sondages sur les préoccupations des Français et un journaliste au fait des problématiques de territoire.

Ensemble, ils essaieront de dégager ce qui change en ce moment dans la mentalité des Français vis-à-vis du développement durable, comment cela transforme leur regard sur leur territoire et éventuellement leur mode d'habiter.

La salle pourra ensuite débattre avec les intervenants.

11h30 ● **DÉVELOPPEMENT DURABLE LOCAL : LES ÉLUS INTERPELLÉS**

Témoignages d'élus venus de collectivités très différentes : grandes ou petites, en décroissance ou en développement rapide, urbaines ou rurales, centrales ou périphériques.

Ils s'exprimeront sur les conclusions (ou les interrogations) issues du premier débat.

Ils raconteront les changements qu'ils perçoivent sur le terrain, les questions voire les exigences dont ils font désormais l'objet de la part des habitants.

Ils nous diront s'il est vrai que ces derniers attendent des actions de leur part.

Dans l'affirmative, comment réagissent-ils en tant qu'élus. Et quelle place le SCOT tient-il à leurs yeux dans leurs moyens d'action ?

12h45 ● Déjeuner.

Le 19 septembre après-midi**9h30** ● **LE SCOT FACE AUX INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : CHARTES DE PAYS, AGENDA 21, Parcs Naturels Régionaux (PNR) ...**

Il n'est pas rare que le SCOT tienne compte sur une partie de son territoire d'initiatives de développement durable : Agenda 21, Chartes de Pays et de Parcs Naturels...

Des élus s'emploient localement à créer les conditions du développement durable sur des territoires procédant d'autres logiques, avec des visions et des finalités parfois complémentaires, mais aussi souvent divergentes.

Comment leurs acteurs conçoivent ils les rôles de ces différents outils territoriaux ?

Comment dépasser les différences d'échelles géographiques ?

Semble-t-il possible de co-produire du développement durable ? A quelles conditions ?

Plusieurs acteurs confrontés à ces situations seront invités à témoigner : PNR, Pays...

Intervenants :

● **Olivier SOUBEYRAN**
Professeur à l'Institut de Géographie Alpine de l'Université de Grenoble 1, membre de l'unité PACTE du CNRS.

● **Fabienne SIMON**
Directrice du Pôle Société de TNS SOFRES.

● **Pierre FALGA**
Journaliste à l'Express.

Intervenants :

● **Jérôme DUBOIS**
Maire de Volx, Professeur à l'Université Paul Cézanne.

● **Hervé VOUILLOT**
Ancien 1^{er} vice-président du Scot du Dijonnais, Maire honoraire de Quetigny, auteur de l'ouvrage «la ville contre les grands ensembles».

● **Jean-Louis DELJARRY**
Vice-Président de la communauté d'agglomération de Castres Mazamet, Président du SCOT du Pays d'Autan.

Intervenants :

● **Philippe TOURTELIER**
Président du Pays de Rennes.

● **Annie PIVETTE**
Maire de Ercé-Près-Liffré.

● **Bernard GEA**
Président du Sycot de la Narbonnaise, Maire de Montredon.

● **Edouard PROST**
Directeur Adjoint du PNR Haut-Jura.

16h15 ● **LE SCOT, DE LA COHÉRENCE À LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE**

Héritier d'une logique de cohérence territoriale, le SCOT peut-il produire davantage de solidarité territoriale en dépassant les traditionnels conflits intercommunaux.

Les exemples de tension ne manquent pas entre des « agglos centre » d'abord préoccupées par leur développement, et des bourgs ruraux soucieux de préserver leur patrimoine et leur environnement. Les débats sur la production de logements sociaux en sont un exemple.

La vocation du développement durable est d'inspirer des politiques capables de concilier ces aspirations apparemment contradictoires.

Des élus impliqués dans ce type de situation apporteront leurs témoignages sur les difficultés que rencontrent leur SCOT en terme de solidarités intercommunales et sur les pratiques qui semblent y apporter des réponses.

17h30 ● **Transfert en bus au Zénith de Dijon pour une dégustation de vins et produits bourguignons, suivie vers 20 heures d'un dîner de Gala (retour prévu).**

Le 20 septembre

8h30 ● Accueil autour d'un café.

9h00 ● **DES SCOT AU-DELÀ DES SCOT, TÉMOIGNAGES...**

Cette séquence donnera la parole à des acteurs de SCOT qui ont mis à profit les concepts du développement durable pour aller plus loin, notamment en terme de consensus intercommunal sur des projets de territoire partagés.

Les intervenants s'attacheront à évoquer leur réalisations concrètes, les difficultés rencontrées et les systèmes d'évaluation qu'ils mettent en place pour se soumettre au principe de réalité en tant que moteur de l'efficacité des SCOT.

On entendra le point de vue de divers élus mais aussi celui de l'Etat.

10h45 ● **LE SCOT : OSONS LUI EN DEMANDER PLUS**

Un plaidoyer pour une pratique plus audacieuse et plus innovante des SCOT. Des propositions pour faire du SCOT l'outil privilégié du développement territorial durable et réconcilier ainsi SCOT des villes et SCOT des campagnes.

12h00 ● **Synthèse des synthèses et discours de clôture.**

12h30 ● Déjeuner.

14h00 ● **Circuit découverte de la ville de Dijon et retour vers la gare.**

Intervenants :

● **Lionel COURDAVAULT**
Président du SCOT du Douaisis, maire de Woost-Warendin.

● **Marc BAIETTO**
Président du Syndicat Mixte pour l'élaboration et le suivi du Schéma directeur de la Région grenobloise, maire d'Eybens.

● **Raymond PERRON**
Vice-Président Angers Loire Métropole.

● **Jean RUEGG**
Professeur à l'Université de Lausanne, Institut des Politiques Territoriales et de l'Environnement Humain.

Intervenants :

● **Pierre MIQUEL**
Responsable du pôle « Méthodes et contenu des documents d'urbanisme » DGUHC.

● **Gérard CABROL**
Vice-Président du SCOT du Pays de Lorient, Maire de Gestel.

● **Jean YANNICOPOULOS**
Président du SCOT Sud Gard, Maire de Garons.

● **Pascal BEAUDET**
Vice-Président de la Plaine Commune, Maire d'Aubervilliers.

Intervenants :

● **Dominique JOURDAIN**
Président des Eco-Maires, maire de Château-Thierry.

● **Christian DUBOIS**
Membre de la Fondation Nicolas Hulot.

Scot aujourd'hui, Scot toujours

Les schémas de cohérence territoriale constituent-ils l'échelon le plus pertinent pour gérer le territoire selon les canons du développement durable ? Voilà tout l'enjeu, au cœur des débats des 4^{èmes} Rencontres nationales des Scot, qui se sont tenues à Dijon les 19 et 20 septembre. Quelques semaines avant la tenue du Grenelle de l'environnement, les Scot sont apparus, dans un monde inquiet et désemparé, comme un moyen efficace de souder des territoires, de faire naître une conscience collective et une culture commune, au service d'un urbanisme et d'un aménagement du territoire plus responsables.

→ VOICI VENUE L'HEURE DU SCOT...

L'opinion publique est peut-être prête à entendre la voix de la raison. Les Scot s'imposent à une période charnière dans l'histoire de notre société : celle d'une prise de conscience qui progresse.

Nous vivons peut-être le moment le mieux choisi pour poser frontalement la question de savoir si les Scot sont à l'échelle la plus pertinente pour pratiquer le développement durable. Dans un pays caractérisé par « un millefeuille administratif », « où se pose la question de savoir si c'est à l'État, au Département, au Scot ou à la commune de prendre en charge la question environnementale » (Pierre Falga, journaliste à L'Express), les Scot revendiquent leur rôle face à une opinion publique de plus en plus consciente. « Les préoccupations environnementales sont de plus en plus fortes dans certaines catégories sociales, notamment chez les urbains et les catégories socioprofessionnelles supérieures », observe Fabienne Simon, directrice du pôle société de la Sofres. Mais également dans les villes qui ont développé de longue date une politique en faveur de l'environnement et chez les moins de 35 ans. » La prise de conscience s'est faite en deux temps, précise l'experte : elle fut d'abord « planétaire », avec pour corollaire le sentiment que toute action locale ou individuelle serait vaine, puis « locale », avec, cette fois, le sentiment que chacun peut agir et que « la solution réside dans une coproduction des solutions ».

« **COPRODUCTION** » : le mot est lâché et correspond précisément à la philosophie des Scot, qui veulent associer des territoires qui s'ignoraient souvent jusqu'à présent : la ville, sa périphérie, sa deuxième voire sa troisième couronnes. Toutes concernées, au même chef, par les enjeux environnementaux : réchauffement planétaire, raréfaction des ressources, pollution atmosphérique... Et toutes inévitablement solidaires des efforts



Olivier Soubeyran - Fabienne Simon - Pierre Falga



AVEC LE SCOT, ON A BIEN COMPRIS
CE QU'ON RISQUE. MAIS QUE FAIRE?

02

à accomplir. Mais il fallait encore franchir un pas pour obtenir que l'action publique aboutisse : « Les mentalités ont évolué sous le sceau de l'anxiété », analyse Olivier Soubeyran, professeur à l'Institut de géographie alpine de l'Université de Grenoble. « L'impact de l'homme sur la nature a été perçu, dès les années 1975, comme une menace. Puis la nature est elle-même devenue menaçante. L'anxiété est venue alors de la difficulté d'agir. Elle a obligé les hommes politiques à faire preuve de ténacité et à mettre en place des politiques transversales. »

Face à des menaces diffuses, nos « espaces » traditionnels volent en éclats et les problématiques paraissent brouillées. La commune paraît un territoire trop étriqué, le département ou la région trop vaste. Et puis les méthodes traditionnelles de l'action politique s'en trouvent par la même occasion bousculées : la « planification », qui a fait les beaux jours de la politique économique française d'après-Guerre, a-t-elle encore du sens ? L'avenir est aussi, selon Olivier Soubeyran, à « l'improvisation », négligée si longtemps en France : « Comme dans le jazz, l'improvisation n'est pas n'importe quoi. Elle consiste à réagir aux événements ». Le pilotage par la concertation, s'il progresse, ne constitue pas encore une solution pleinement satisfaisante. La nouvelle gouvernance des territoires doit plutôt associer subtilement planification, concertation et adaptation aux changements. Mais tandis que court la réflexion, le temps presse.

L'ÉLU LOCAL, PÈLERIN DES TEMPS MODERNES

Pas de Scot sans élus locaux investis, qui ne craignent pas d'expliquer, parfois de déplaire. Mais pour la bonne cause, celle du développement durable.

Dans une économie mondialisée, sur une planète à la fois menacée et menaçante, l'élu local est le premier interlocuteur du citoyen inquiet. « L'élu est l'ambassadeur de l'avenir, il doit dire comment sera le monde demain, explique Pierre Radanne, président de l'association « Dossier, débat et développement durable » (4D), ancien président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Il doit porter la valeur primordiale du siècle à venir : l'optimisation des ressources. » Les élus locaux invités aux Rencontres de Dijon ne désapprouvent pas l'analyse. « Nous ressentons l'anxiété latente », confie Jérôme Dubois, maire de Volx (Luberon) et professeur à l'Université Paul-Cézanne d'Aix-en-Provence. « Mais la demande des citoyens n'est pas structurée. Il revient aux élus de faire le tour des attentes sociales, de tisser des passerelles entre les problématiques, de vaincre les résistances et de décliner sous forme d'actions appréhendables au quotidien. » Plus facile à dire qu'à faire... « J'ai dû forcer la main de mes concitoyens pour imposer les premières initiatives que j'ai prises dans ma commune (tri des déchets, introduction des modes doux de transport, interdiction de l'habitat en zone inondable...) », témoigne Jean-Louis Deljarry, vice-président de la Communauté d'agglomération de Castres-



prendre leur bâton de pèlerin, lâche un intervenant des Rencontres de Dijon.

Voilà donc dessiné le premier objectif du schéma de cohérence territoriale. Imposer l'idée d'urbanisme, dirait Hervé Vouillot, maire honoraire de Quetigny. « L'urbanisme est la pierre angulaire de toute l'organisation du territoire. Il touche au bâti, aux déplacements... Et il influence environ 40 % des émissions de dioxyde de carbone sur un territoire. Or, l'urbanisme que nous pratiquons est à la fois incapable de loger les gens, profondément gaspilleur d'espace et générateur de déplacements. » Il faut donc mettre en œuvre un urbanisme respectueux du développement durable, « conciliant à la fois l'efficacité, la faisabilité politique et la création d'emploi ». De ce point de vue au moins, le Scot est une opportunité inédite de concevoir autrement l'aménagement du territoire. De planifier des villes plus denses où la voiture ne sera plus reine. « Une grande villa avec piscine à 20 kilomètres de la ville ? C'est absurde ! Et cela prouve qu'il n'y aura de politique respectueuse de l'environnement sans une stratégie d'urbanisme nouvelle », lâche Hervé Vouillot. Mais alors sur quel outil appuyer cette nouvelle stratégie ? Il paraît essentiel que les plans locaux d'urbanisme communaux s'effacent devant des Plu intercommunaux. De sorte que la France en aura fini avec le vieux modèle qui voudrait qu'il existe, dans ce pays, 36 000 urbanistes en chef...

Mazamet et président du Scot du Pays d'Autun. Plus facile aussi de demander aux gens de trier leurs déchets que de leur refuser un jardin de 1 500 mètres carrés au nom de la nécessité de préserver l'espace autour des villes. « Le développement durable ne m'a sûrement pas servi à me faire élire, concède-t-il, mais le travail mené depuis huit ans a permis de débloquent les consciences, de sortir le citoyen de son attitude égocentrique. » Même constat de la part de Jérôme Dubois : « On force la main, certes, mais on explique et les gens finissent par comprendre ». Le Scot peut-il contribuer à faire admettre l'impérieuse nécessité de conduire autrement les affaires de la cité ? « Le Scot est un lieu de débat, explique le maire de Volx. Il permet de faire de la pédagogie, de faire progresser le sentiment d'appartenance à un territoire plus large que la stricte commune. » À une condition : qu'il soit porté avec conviction, force et ténacité par des élus locaux, dont l'engagement est la première clé de réussite et qui n'hésitent pas à





LR

Pour réussir, le Scot doit vaincre les résistances locales et faire émerger un sentiment d'appartenance à un territoire plus global. Ou comment les mauvais voisinages d'hier peuvent se muer en amitiés bien comprises.

Si l'on part du principe que le Scot est un échelon pertinent pour traiter les problématiques de développement durable, est-il compatible avec les documents et les structures qui lui préexistent et qui ont parfois un objectif similaire ? Car il n'est pas rare que des schémas englobent, sur une partie de leur territoire, des Pays, des parcs naturels régionaux, ou des collectivités qui ont engagé déjà des démarches comme agenda 21 ou des programmes locaux de l'habitat (PLH)... Le montage du Scot du Pays de Gex s'est fait en bonne entente avec le Parc naturel régional du Haut-Jura, explique le directeur adjoint de celui-ci, Édouard Prost. « Le PNR a accompagné l'élaboration du Scot et insisté sur les points importants, en particulier sur la prise en compte de la pression foncière dans cette région proche de Genève, mais aussi sur la nécessaire préservation des terres agricoles. » Si le parc a plutôt vocation à organiser la concertation et à inciter les acteurs locaux à agir conformément à une charte, le Scot, lui, agissant sur un territoire plus resserré, va plus loin.



nous a donné conscience que nous avons en main, nous petits élus, des outils de contrôle du développement. Et le plus beau, c'est qu'il est né d'une réflexion commune et que, donc, il n'apparaît pas à nos yeux comme un outil contraignant », poursuit-elle. « Le Scot porte un modèle urbain, celui de la "ville-archipel", confirme Philippe Tourtelier, président du Pays de Rennes. Il mesure un degré de consensus. Et à ce titre s'est imposé comme l'interlocuteur naturel du Conseil régional de Bretagne. »

Le Scot peut-il partout être le moyen de construire ainsi une « culture commune » sur des territoires traditionnellement marqués par la méfiance, voire par l'ignorance mutuelle ? Du côté de Narbonne, le Scot couvre un territoire où existaient déjà deux pays, un parc naturel régional et trois communautés d'agglomération ! Sa force réside dans le fait que, s'il est une obligation réglementaire, il n'est pas une collectivité agissante mais seulement un espace de concertation. Au fil des réunions, « il s'est imposé comme le meilleur porteur de la notion de développement durable, alors que, jusqu'alors, tout le monde faisait du développement durable du bout de sa lorgnette », précise Bernard Géa, président du Sycot de la Narbonnaise. Autrement dit, le Scot, quand il atteint ses objectifs, permet aux acteurs locaux de passer progressivement d'une attitude de contradiction puis de concurrence à une posture de coopération.



LR

« QUAND LA VILLE-CENTRE TOUSSE, TOUT LE MONDE S'ENRHUME ! »

De la cohérence à la solidarité... Ou comment, sur certains sujets sensibles comme l'habitat social, les Scot peuvent permettre de progresser.

Si les précédents intervenants ont pu souligner que le Scot avait contribué, dans leurs régions respectives, à créer de la cohérence voire de la coopération entre des territoires qui s'ignoraient voire se craignaient les uns les autres, peut-on affirmer que ces nouveaux schémas auront la capacité de développer une culture de la solidarité à l'échelle des « grandes agglomérations » ? Pas évident sur un sujet aussi polémique que le logement social. « Il a fallu faire adopter le principe de la solidarité et du partage dans une région où 9 communes sur 65 n'ont pas un seul logement social », raconte Lionel Courdavault, président du Scot du Douaisis. C'est qu'il y avait urgence dans ce bassin du nord de la France : « 21 000 logements à construire d'ici à 2010, neuf mois d'attente pour obtenir un HLM... » Tandis que d'autres planifiaient des quartiers résidentiels avec des parcelles de 2.500 mètres carrés. Partout, l'explication est laborieuse, la persuasion lente... « Notre projet s'est heurté à des difficultés quand il a fallu passer à l'application, se souvient Raymond Perron, vice-président d'Angers-Loire Métropole. Alors, finalement, nous nous sommes donné du temps, pour rassurer et expliquer le concept du développement durable. » « Si Grenoble tousse, tout le monde s'enrhume ! », illustre à sa manière Marc Baietto, président du Syndicat mixte de la région grenobloise et maire d'Eybens. On ne résout les micro-problèmes qu'en envisageant les questions au fond et en prenant du recul, en considérant une aire urbaine qui fait plus de 100 kilomètres de long. »



Lionel Courdavault - Marc Baietto - Raymond Perron - Jean Ruegg

Mais la patience paiera-t-elle ? Après les discours, l'heure des réalisations concrètes viendra-t-elle ? On sent poindre l'impatience, voire le scepticisme, chez Jean Ruegg, professeur à l'Université de Lausanne, assez amusé par cette obsession bien française de tout planifier. « À côté de vous, la Suisse, c'est du bricolage ! », lance-t-il. Gare à ne pas se contenter de faire « du folklore », prévient l'universitaire suisse... La concertation, la cohérence : oui... Mais la planification a ses limites, dans un monde en constante évolution : le Scot a pour atout d'être précisément évolutif, moins figé en tout cas que les documents d'urbanisme traditionnels (Plu...).

Accueil à la dijonnaise...

Les congressistes ont, comme le veut la tradition dans une région où l'art de vivre est mis en avant, pu découvrir la ville de Dijon lors d'une visite proposée à l'issue des travaux, le vendredi après-midi. La veille au soir, produits gastronomiques et vins bourguignons étaient au menu du dîner de gala proposé, dans la magnifique salle du Zénith – avec transfert en bus, conformément aux canons du développement durable.



C'est naturellement François Rebsamen, président du Syndicat mixte du Scot du Dijonnais (maire de Dijon et président du Grand Dijon), qui a accueilli les

participants aux Rencontres nationales des Scot. Morceaux choisis de ses interventions...

« La tenue de ces rencontres illustre les efforts consentis par nos collectivités en faveur de politiques publiques toujours plus innovantes dans les différents domaines qui intéressent les Scot : habitat, développement économique, déplacements, équipements, environnement (...) C'est pour nous l'occasion d'affirmer toute l'utilité des Scot. La volonté du Scot du Dijonnais, de la capitale régionale et de son agglomération est claire à ce sujet : jusque-là, il n'y avait jamais eu de réflexion à l'échelle de notre bassin de vie. Et, comme d'autres Scot en France, nous nous sommes engagés très fortement en faveur d'un certain nombre de grands principes :

- la mise en valeur et la protection des milieux naturels et du patrimoine local dans toute sa diversité (eau, paysages, bâti...);
- la promotion d'un développement économique respectueux de l'environnement ;
- la définition d'une politique d'urbanisme soucieuse des principes de mixité et inscrite dans la durée ;

- l'amélioration des transports et des déplacements sur l'ensemble du territoire ;
- l'intégration des grands projets d'infrastructures ;
- la dynamisation d'une politique efficace de services à la population. »

« Ce n'est pas parce que la France est riche d'espaces et de qualité exceptionnels qu'elle peut les gaspiller. Le patrimoine se préserve, se met en valeur et les ressources s'économisent. Il faut pour cela de l'imagination – les techniciens en ont – et du courage politique, pour réussir la ville économe en énergies, susceptible d'offrir une garantie de qualité de vie pour tous et avec tous. La responsabilité des élus est en effet majeure pour impulser une politique qui dépasse les habitudes et qui aille à contre-courant d'une certaine facilité, voire d'une certaine résignation ».

« La ville ne peut être duale. Tous nos efforts doivent aller dans ce sens. Malgré tous nos efforts, il n'est pas acceptable qu'en 2006, seuls cinq logements locatifs à loyer modéré aient été réalisés pour l'ensemble des communes du Scot du Dijonnais hors agglomération. »

« Nous devons mettre l'accent sur l'impérieuse nécessité d'agir l'urbanisme et de jeter les bases d'une politique du développement durable équilibrée fondée sur une approche du territoire différente de celle de ces dernières années. Cette démarche est au cœur de l'action des Scot, avec un objectif : permettre à tous de vivre en parfaite harmonie avec notre environnement. Il me semble que ce message passe mieux aujourd'hui, entre des territoires urbains et péri-urbains qui s'ignoraient il n'y a encore pas si longtemps. Le dialogue existe mais à la pédagogie doivent maintenant succéder les actes ».

« La France doit se doter de Scot, nombreux, de qualité et reconnus. Mais à l'heure du Grenelle de l'environnement, il serait peut-être temps de réfléchir aux compétences et aux moyens qu'il faudrait mettre en place pour rendre ces réflexions encore plus efficaces sur le terrain. »

Paroles d'experts

Pierre Radanne (président de l'association 4D).

« On arrive au bout de la planète, au niveau de certaines ressources. Alors se pose la question du développement durable : comment je gère ma planète ? L'élu local est essentiel : ses choix (aménagement du territoire, infrastructures de transport) sont décisifs. Il est l'interlocuteur du citoyen avec le reste du monde. Et le porte-parole du monde vis-à-vis de chacun de nous. Jouant un rôle d'interface, il nous guide à travers ce qui bouleverse le monde ».

Christian Dubois (membre de la Fondation Nicolas Hulot)



« Le Scot est une formidable opportunité pour le développement durable et l'aménagement du territoire. Il permet de se projeter dans l'avenir. Il offre un regard sur le territoire global. Un exemple : les Scot vont permettre de s'apercevoir que les espaces agricoles doivent être préservés et valorisés. Les élus doivent en demander plus aux Scot pour en retirer davantage ».

Dominique Jourdain (président des éco-maires, maire de Château-Thierry)



« La question politique de fond est celle de l'émergence des collectivités territoriales comme acteurs majeurs de l'aménagement du territoire. Les documents d'urbanisme doivent être appréhendés comme des outils de gouvernance. Dans le même temps, il faut pousser plus loin les feux de la démocratie locale quand on parle de développement durable ».



Témoignages « Mon Scot à moi »

Jean Yannicopoulos (maire de Garons, président du Scot Sud Gard).



« Nous avons voulu montrer qu'avec de tout petits gestes, dans un département sensible, on peut faire quelque chose. En partenariat avec l'Ademe, nous avons ainsi travaillé sur l'orientation et l'isolation des maisons. La coopération de tous les élus, dès le départ, est une nécessité : ce sont eux qui montrent l'exemple ».

Pascal Beaudet (maire d'Aubervilliers, président de la Plaine commune).



« Notre question : peut-on exister tout à côté de Paris ? Et si oui, avec quelle identité ? Nous défendons le concept d'un espace multipolaire plutôt que la vision d'un "grand Paris". Le Scot, par les règles qu'il impose, doit permettre aux habitants de rester, en dépit de la pression foncière ».

Gérard Cabrol (maire de Gestel, vice-président du Scot du Pays de Lorient).



« Le Scot s'est penché sur une question de sémantique : la différence entre un village et un hameau. Pour mieux définir des règles d'aménagement et d'urbanisme. Il nous a permis de nous rendre compte que les habitants d'un village ne connaissaient pas du tout le village d'à-côté. Les "randonnées Scot" que nous avons organisées ont aidé les gens à s'approprier leur territoire ».



CHIFFRES CLÉS

- 27 Scot approuvés
- 12 projets arrêtés
- 163 Scot en cours d'élaboration
- 88 Scot en projet.

Au 1^{er} janvier 2007

« Mon SCOT à moi »



Rencontres organisées par le Syndicat mixte du Scot du Dijonnais et le Grand Dijon, en collaboration avec le Club des maîtres d'ouvrage de Scot, le Ministère de l'Équipement (DGHUC, CERTU), la FNAU, le Conseil régional de Bourgogne et la Ville de Dijon.

Animation des rencontres :
Patrice Rivier et Manuel Nardin du cabinet Sémaphores.

Illustrations : Laurence Ripoll.

Syndicat mixte du Scot du Dijonnais

40 avenue du Drapeau - BP 17510

21075 DIJON Cedex

Tél 03 80 50 37 02 - Fax : 03 80 50 13 36

Mél : scotdudijonnais@grand-dijon.fr

ou aberthomier@grand-dijon.fr